

# VOICE

Le journal de la SPM | Mars 2015 | numéro 1



Zones d'ombre au paradis du soleil



## Tourisme et droits humains au Sri Lanka

*Le Sri Lanka est en plein essor touristique, ayant compté pas moins de 1,5 million de visiteurs en 2014. Le Sri Lanka n'est toutefois pas uniquement une destination idyllique pour amoureux du soleil, mais aussi un pays qui recèle de nombreuses zones d'ombre : des crimes de guerre impunis et un bilan inquiétant en ce qui concerne les droits humains. La « Société pour les peuples menacés » (SPM) et le « National Fisheries Solidarity Mouvement » (NAFSO) ont rédigé ensemble un rapport volumineux qui montre que les violations des droits humains sont systématiques dans certains projets touristiques au Sri Lanka.*

En 2014, plus de 1,5 million de personnes (dont plus de 20 000 Suisses) se sont rendues sur l'île dans l'océan Indien. 69 tour-opérateurs suisses proposent des offres pour le Sri Lanka, où le tourisme a été élu

industrie clé afin de relancer le pays économiquement après la fin de la guerre civile. L'objectif pour 2016 est d'attirer 2,5 millions de personnes dans le pays. Quatre régions (Kalpitiya, Kuchchaveli, Passikudah et Dedduwa) ont été sélectionnées pour y promouvoir particulièrement le tourisme. La SPM a examiné trois d'entre elles à la loupe : Kalpitiya, Kuchchaveli et Passikudah. La mixité ethnique y est très développée et durant la guerre civile, de 1983 à 2009, rares sont les touristes qui s'y sont rendus. Notre organisation partenaire au Sri Lanka, le NAFSO, a mené l'étude sur place. Résultat : 21 tour-opérateurs suisses proposent des hôtels dans ces régions.

### L'ARMÉE SRI-LANKAISE ET LE TOURISME

L'armée tente de gagner de l'influence par le biais du tourisme. L'armée de terre, de l'air et la marine ont ouvert des hôtels dans tout le pays et proposent



**SOCIÉTÉ POUR  
LES PEUPLES  
MENACÉS**



Un panneau d'avertissement indique qu'il s'agit d'une zone touristique et en interdit l'accès à la population locale.

aux touristes des activités telles que l'observation de baleines ou le golf. Il est prévu que d'ici quelques années, l'armée dirige pas moins de 150 hôtels. Le problème avec ces offres, c'est que l'argent qu'elles génèrent constitue autant de revenus que la population locale ne touche pas. En outre, le salaire des militaires qui travaillent dans le tourisme leur est versé directement par le département militaire. L'armée se garantit donc ainsi des revenus complémentaires confortables sans indiquer ce qu'elle fait de l'argent récolté.

*« De nombreux pêcheurs ont perdu leur travail à cause des expropriations de terres pour les 'zones touristiques'. Les habitants ne savent plus ce qu'ils doivent faire, car ils n'ont pas appris d'autre métier que celui de pêcheur. »*

*Ibrahim Saleem (président d'une association de pêche à Kuchchaveli)*

Le bilan de l'étude est décevant. Les standards minimaux de développement édictés par les autorités sri-lankaises en charge du tourisme ne sont pas respectés ; la population locale n'est pas consultée sur les projets touristiques prévus. De plus, les hôtels limitent la liberté de mouvement et bloquent aux pêcheurs l'accès à la mer, ce qui affecte gravement les moyens de subsistance de leurs familles. En outre, les projets touristiques donnent lieu à des expropriations.

*« Avant, nous pouvions exercer notre métier tout le long de la plage. Maintenant, il ne nous reste plus qu'une petite partie à disposition. Et comme les hôtels n'achètent pas nos poissons, nos revenus n'augmentent pas non plus grâce au tourisme. »*

*Kandasamy (pêcheur à Passikudah)*

Seule une petite partie de la population locale touche des revenus grâce au tourisme, car la plupart des employés des hôtels viennent d'autres régions du Sri Lanka. Il manque des offres de formation pour la population sur place, offres qui permettraient de répondre aux besoins des hôtels. Il a fallu renoncer à des services publics au profit de projets touristiques, et le rôle primordial de la femme dans la pêche traditionnelle est mis en danger et marginalisé par ces projets.

#### EXIGENCES ENVERS LES TOUR-OPÉRATEURS SUISSES

- Respecter les droits humains et mieux tenir compte de l'obligation de diligence (contrôle y compris)
- Introduire des mécanismes de dépôt de plainte pour la population locale
- Ne pas proposer des hôtels situés sur des terrains expropriés ou qui bloquent l'accès à la mer
- Ne pas proposer des hôtels gérés par l'armée
- Miser sur des offres susceptibles d'engendrer une source de revenus pour la population locale

#### EXIGENCES ENVERS LES HÔTELS, INVESTISSEURS ET AGENCES LOCALES

- Consulter la population locale avant toute construction d'hôtel
- Créer des offres de formation pour la population locale
- Ne pas construire d'hôtels sur des terrains expropriés ou qui bloquent l'accès à la mer pour les pêcheurs
- Introduire des mécanismes de dépôt de plainte et payer des dédommagements en cas de violation des droits humains

#### EXIGENCES ENVERS LE GOUVERNEMENT ET LES AUTORITÉS EN CHARGE DU TOURISME AU SRI LANKA

- Modifier la stratégie touristique et respecter ses propres lois et prescriptions
- Garantir que la population locale soit consultée et que son accord soit obtenu avant toute construction d'hôtel
- Garantir l'accès à la mer pour les pêcheurs locaux
- Améliorer les offres de formation
- Création d'instances de recours
- Octroyer rétroactivement des réparations

#### EXIGENCES ENVERS LES AUTORITÉS SUISSES, ALLEMANDES ET ENVERS L'UE

- Etablir une obligation de diligence juridiquement contraignante pour les entreprises
- Aborder régulièrement avec le Sri Lanka la question de la situation des droits humains dans le pays et vérifier les améliorations



## Editorial

*Des vacances au Sri Lanka ! Les plages, les palmiers et le personnel hôtelier font on ne peut plus envie. Cependant, les prospectus touristiques mirifiques cachent les zones d'ombre de ce paradis du soleil. Dans un rapport fouillé, la SPM dévoile diverses violations des droits humains en lien avec le secteur du tourisme : blocage de l'accès à la mer pour les pêcheurs, expropriation de leurs terres. De plus, la population locale n'est que trop peu voire pas du tout informée sur les projets touristiques prévus. La SPM exhorte urgemment les tour-opérateurs suisses à appliquer leur devoir de diligence en matière de droits humains.*

*Le manque de contrôle du respect du devoir de diligence dans le secteur du tourisme est l'une des raisons pour lesquelles la SPM s'engage en faveur de l'initiative pour des multinationales responsables. La collecte de signatures commencera fin avril. Plus de 50 ONG œuvrent pour qu'un cadre soit établi qui contraigne les entreprises suisses à respecter les droits humains. La nécessité de cette initiative ressort également d'un autre article de ce numéro de Voice : les dirigeants de la plus grande mine d'or sud-américaine, à Yanacocha (Pérou), ont récemment fait détruire les travaux d'extension de la maison de Máxima Acuña de Chaupe, une paysanne qui refuse de céder son terrain. La justice lui a pourtant donné raison pas plus tard que le 17 décembre dernier, mais la société aurifère n'en a que faire. A noter : environ 70 % de l'or extrait à Yanacocha est traité dans la raffinerie tessinoise de Valcambi.*

*En dehors de ces nouvelles préoccupantes, l'année a bien commencé pour nous. Nous sommes fiers d'avoir clôt l'année dernière sur un joli bénéfice, disposons maintenant de bonnes réserves et avons pu engager une nouvelle collaboratrice. Magdalena Urrejola se charge de la campagne sur l'or et œuvrera pour la mise en place d'un droit de participation aux décisions pour les peuples autochtones. Nous lui souhaitons la bienvenue !*

*Enfin, nous vous convions, cher/chère membre de la Société pour les peuples menacés, à notre prochaine AG, qui se tiendra le 2 juin à 18 h.*

Christoph Wiedmer, Directeur SPM

### TÉLÉCHARGER LE RAPPORT

Le rapport intitulé « Zones d'ombre au paradis du soleil » fait état des violations systématiques des droits humains dont le pays est victime en raison du développement touristique : dans les régions sur lesquelles les études de la SPM se sont concentrées, ce sont plus de 1200 familles qui sont directement concernées par ces répercussions négatives. La SPM engage instamment les tour-opérateurs suisses à remplir leur obligation de diligence en matière de droits humains.

Vous pouvez télécharger le rapport détaillé en allemand ou anglais.



@  
Rapports détaillés et résumé succinct en français :  
[www.gfbv.ch/tourisme](http://www.gfbv.ch/tourisme)



# Zones d'ombres au *paradis* du soleil



## *Sri Lanka* ÎLE DE VACANCES

EN 2014 PLUS DE 1,5 MIO.

DE PERSONNES  
SONT ALLÉES AU  
SRI LANKA



20 097

TOURISTES &  
SUISSES

102 977

TOURISTES  
ALLEMANDS

SE SONT RENDUES EN 2014 SUR L'ÎLE DE VACANCES

69  + 124 

TOUR-OPÉRATEURS  
PROPOSENT LE *Sri Lanka*  
DANS LEUR OFFRE DE VOYAGES

# DROITS HUMAINS ET TOURISME AU SRI LANKA

## LES TERRAINS DE CONFLIT

- Libertés d'opinion, d'association et de réunion
- Corruption et opacité dans le secteur touristique
- Consultation insuffisante ou inexistante de la population locale quant aux projets de construction touristique
- Constructions illégales durables sur le littoral
- Expropriations illégales ou expulsions par l'armée, des investisseurs ou la SLTDA (Sri Lanka Tourism Development Authority)
- Limitations, de par des projets touristiques, de l'accès à la mer pour les pêcheurs
- Absence d'intégration de la population locale



## LA MILITARISATION

- Expropriations par l'armée et mise en place de camps, de zones de haute sécurité et de zones économiques spéciales
- Prise en charge par l'armée de tâches communales telles que l'entretien du paysage, des travaux de construction ou de nettoyage
- Production par l'armée de riz, de fruits et légumes et de produits laitiers
- Ouverture d'hôtels dans tout le pays par l'armée de terre, de l'air et la marine
- Offres touristiques gérées par l'armée (hôtels, tours en hélicoptère pour touristes, terrains de golf, observation des baleines, restaurants)



## EXIGENCES DE LA SPM AU GOUVERNEMENT ET AUX AUTORITÉS TOURISTIQUES DU SRI LANKA

- Le gouvernement sri lankais doit modifier sa stratégie touristique de manière à permettre à la population locale de conserver ses terres et d'assurer son existence.
- L'accès à la mer doit être garanti à la population locale et ne doit pas être limité en raison de projets touristiques.
- Les retombées économiques dont pourrait bénéficier la population locale ne doivent pas être limitées par les activités économiques à caractère privé proposées par l'armée.
- Le gouvernement et les autorités touristiques doivent créer des instances de recours indépendantes, sur le plan judiciaire et extrajudiciaire, permettant aux personnes concernées de réagir face aux violations des droits humains dans le secteur du tourisme.



## EXIGENCES DE LA SPM ENVERS LES TOUR-OPÉRATEURS

- Les tour-opérateurs doivent respecter les droits humains et garantir le respect de leur devoir de diligence sur l'ensemble de leur chaîne de valeur ajoutée.
- Les tour-opérateurs n'ont pas le droit de proposer des hôtels qui ont été construits sur des terres ayant fait l'objet d'expropriations ou limitent l'accès à la mer aux familles de pêcheurs locales.
- Les tour-opérateurs n'ont pas le droit de proposer des hôtels ou d'autres offres touristiques gérées par l'armée tant qu'il n'est pas prouvé qu'elles ne font pas suite à des expropriations illégales ou entraînent d'autres violations des droits humains.



## Une voix pour des pêcheurs opprimés



Photo : Tania Brügger Marquez

**Herman Kumara dirige depuis 22 ans le « National Fisheries Solidarity Movement » (NAFSO), un réseau regroupant 17 organisations communautaires, organisations de pêcheurs et syndicats. Le NAFSO s'engage tant pour les droits des pêcheurs que pour la formation initiale et continue des femmes et des enfants dans les communautés de pêcheurs au Sri Lanka.**

### QUELS SONT LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DU NAFSO ?

Herman Kumara : Nos axes de travail principaux sont la protection des ressources naturelles, l'égalité des droits entre hommes et femmes, l'harmonie entre les groupes ethniques et religieux et le développement économique et social des communautés. En outre, nous souhaitons promouvoir le processus de paix dans le pays.

### POURQUOI EST-IL IMPORTANT DE DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DES PÊCHEURS ?

Au Sri Lanka, on néglige les pêcheurs et leurs droits sont sévèrement bafoués. Une préoccupation importante est notamment qu'ils n'ont pas un droit de participation suffisant sur des sujets qui les concernent. Pour que les pêcheurs soient entendus par l'opinion publique, ils doivent être informés, organisés et mobilisés et il

faut qu'ils connaissent leurs droits. Voilà autant de raisons pour lesquelles nous avons créé le NAFSO.

### À QUOI RESSEMBLE VOTRE TRAVAIL AU QUOTIDIEN ?

Les 17 organisations de notre réseau se situent dans 14 départements. Elles sont en lien direct avec la population locale et travaillent avec elle sur des sujets économiques, environnementaux ou encore relatifs aux droits humains. Nous (les 17) nous réunissons une fois par mois. Une grande partie de mon travail consiste donc à faire de la coordination et à définir des orientations stratégiques.

*« J'ai été attaqué et ai dû me cacher, par sécurité. »*

### EN 2012, VOUS AVEZ ÉTÉ MENACÉ ET VICTIME D'UNE CAMPAGNE DE DÉNIGREMENT. QUELLES ONT ÉTÉ LES CONSÉQUENCES ?

En 2012, le gouvernement a augmenté de 50 % le prix de l'essence et du kérosène, du jour au lendemain. A l'époque, les pêcheurs avaient manifesté spontanément, car toute augmentation de l'essence a une répercussion directe sur leurs revenus, qui sont déjà faibles. Le gouvernement a réagi très violemment à

ces manifestations, un pêcheur a même été tué. Ensuite, le ministre de la pêche de l'époque nous a tenus, moi et le NAFSO, pour responsables de ce tumulte. J'ai été attaqué et ai dû me cacher, par sécurité. Plusieurs de mes collègues du NAFSO ont également été victimes de menaces et cela a donné lieu à des tensions importantes au sein de l'organisation.

### UN NOUVEAU GOUVERNEMENT EST À LA TÊTE DU SRI LANKA DEPUIS JANVIER 2015. QUEL EST VOTRE AVIS SUR LA SITUATION ACTUELLE ?

Le nouveau gouvernement est plus libéral et plus démocratique. Néanmoins, il poursuit l'agenda politique néolibéral du précédent chef de gouvernement, Mahinda Rajapakse. Les droits économiques et culturels des pêcheurs sont donc encore bafoués mais au moins, les droits d'expression et de se réunir en organisation ne sont plus aussi restreints qu'avant, et nous pouvons enfin communiquer avec le gouvernement. Du moins avec certains de ses membres.

### QUELLE EST LA SITUATION ACTUELLE DES PDI AU SRI LANKA ?

Bien que la guerre soit finie, sur la presqu'île de Jaffna, plus de 30 000 personnes vivent encore dans des camps de réfugiés pour personnes déplacées à

l'intérieur de leur propre pays, aussi appelées PDI. Ces personnes vivent en marge de la société. Et pour certains, depuis 25 ans déjà ! Elles devraient être intégrées dans des processus de développement et ont droit à une vie digne. De même qu'elles devraient avoir le droit de rentrer dans leur lieu d'origine. Nous exigeons du gouvernement qu'il mette à leur disposition des maisons et l'eau courante ainsi que le nécessaire leur permettant d'avoir une base de subsistance, par exemple des filets de pêche. La question des veuves de guerre est également un gros problème au Sri Lanka. 89 000 femmes ont perdu leur mari durant la guerre. Elles n'ont pas de revenus et ont besoin de soutien. Il existe certaines organisations comme la nôtre qui travaillent avec ces femmes et les PDI et cherchent des solutions en vue d'une réconciliation entre les communautés tamile et cinghalaise. Ces efforts devraient être encouragés et soutenus. Si ces conditions déplorables ne changent pas, il se pourrait qu'une nouvelle guerre éclate.

### QUE PEUT-ON FAIRE EN TANT QUE TOURISTE AFIN D'AMÉLIORER LA SITUATION AU SRI LANKA ?

Il faut éviter à tout prix les hôtels gérés par l'armée ! La population locale doit pouvoir profiter du tourisme et les profits que l'armée tire des activités touristiques doivent absolument être minimisés.

*Interview : Daryl Snell*

## Invitation à l'assemblée générale



L'assemblée générale de la **SPM** (AG) se tiendra cette année le 2 juin dans les locaux du secrétariat de l'association, à Ostermundigen.

Tous les membres sont cordialement invités à participer à cette AG.

Afin de préparer au mieux cette réunion, nous vous prions de vous annoncer d'ici le 15 mai (info@gfbv.ch, 031 939 00 00).

L'ordre du jour est d'ores et déjà publié (en allemand) sur le site Internet de la SPM [www.gfbv.ch/mv](http://www.gfbv.ch/mv).

Nous n'enverrons pas d'autre invitation aux membres, mais tous les documents peuvent être commandés dès à présent.

### Assemblée générale

2 juin 2015, 18 h  
Secrétariat de la SPM  
Schermenweg 154  
3072 Ostermundigen

## NEWS

### LA PAYSANNE MÁXIMA TOUJOURS HARCELÉE PAR LA POLICE

**Máxima Acuña Chaupe et sa famille, paysans dans le nord du Pérou, ont à nouveau signalé des brutalités policières. Ils sont impliqués dans un processus judiciaire avec le plus grand producteur d'or du Pérou, à Yanacocha, en raison d'un différend foncier. Les abus de force et les violences policières sont une tentative de plus de les chasser de leur terrain.**

Le 3 février 2015, des forces de l'ordre se sont introduites avec brutalité sur le terrain de Máxima, pour le compte du producteur d'or Minera Yanacocha, et y ont détruit l'intégralité d'un chantier en cours pour la famille. Depuis 2011, les parties sont en conflit judiciaire et revendiquent toutes deux le terrain en question : les Chaupe appuient leurs droits fonciers par un titre de propriété, datant de 1994, et Yanacocha fait valoir un contrat de vente qui inclurait la parcelle des Chaupe. Le 17 décembre 2014, Yanacocha a perdu le procès contre la famille paysane. La cour d'appel de Cajamarca a acquitté la famille Chaupe de l'accusation d'occupation illégale. La mine a fait recours contre cette décision et a été déboutée. La question de droits de propriété sera clarifiée dans le cadre d'une procédure civile. En s'introduisant de façon violente sur cette parcelle et en y détruisant des biens privés, la mine s'oppose à la décision de justice péruvienne et viole les droits fondamentaux des personnes concernées. Pour ajouter au cynisme de la situation, la société déclare dans un communiqué de presse qu'il s'agissait d'un « acte de défense de propriété » et ignore ainsi ouvertement le jugement évoqué. La SPM continuera de s'engager en faveur des droits de Máxima et afin que la mine de Yanacocha soit poursuivie en justice. A moyen terme, l'objectif est de réclamer la mise en œuvre du consentement libre, préalable et éclairé (CLPE), lequel oblige toutes les multinationales actives dans les matières premières à effectuer avant tout projet une enquête auprès de la population concernée.

### IMPRESSUM

VOICE 1-2015, mars 2015 **Editrice** : Société pour les peuples menacés, Schermenweg 154, 3072 Ostermundigen, 031 939 00 00, info@gfbv.ch, www.gfbv.ch

**Rédaction** : Nicole Huwyler **Mise en page** : Tania Brügger Marquez **Collaborateurs/trices pour ce numéro** : Christoph Wiedmer, Nicole Huwyler, Daryl Snell, Anne Cugni, Magdalena Urrejola. **Parution** : semestrielle **Tirage** : 1500 exemplaires **Impression** : gdz AG, Zurich ; imprimé sur Plano Speed (« FSC Mix ») **Abonnement** : 30 francs par an **Cotisation** : dès 60 francs par an

**Photo de couverture** : Walter Keller, third-eye-photography

## Armé d'une caméra pour lutter contre le fléau de l'or sale



Photo : ritaproductions.com

Le cinéaste Daniel Schweizer surveille de près l'extraction d'or en Amazonie. Armé d'une caméra et de beaucoup d'humanisme.

**Début mars, le festival du film et forum international sur les droits humains, à Genève, a diffusé en première mondiale le film « Dirty Gold War ». Nous y avons rencontré le cinéaste romand, Daniel Schweizer, pour une interview. Le film sortira en Suisse romande au mois de juin.**

### DE QUOI PARLE VOTRE DERNIER FILM ?

Daniel Schweizer: Mon film porte sur les divers problèmes actuels en lien avec l'extraction et le commerce de l'or. Je montre des militants qui se battent sans relâche contre un cartel opaque, mais les acteurs de la chaîne de commerce du métal précieux ont aussi droit à la parole. Ainsi, je mets face à face deux mondes incroyablement différents : celui, tout scintillant, de l'industrie du luxe et celui, très simple, des peuples autochtones, avec des conditions de vie épouvantables.

### QUELLE ÉTAIT VOTRE MOTIVATION POUR TOURNER « DIRTY GOLD WAR » ?

Après le documentaire Dirty Paradise, que j'ai tourné en 2009 et qui porte sur des Indiens Wayana condamnés par un empoisonnement au mercure, j'ai eu envie de poursuivre mon étude du scandale de l'or sale. En tant que Suisse et que cinéaste documentaire, il est de mon devoir de dire haut et fort que beaucoup (trop) d'or provient de sources sales, c'est-à-dire que son extraction s'accompagne de violations des droits humains ou d'atteintes graves à l'environnement. De plus, notre pays porte une responsabilité particulière puisque presque tout l'or du monde est traité dans des raffineries suisses.

### LE MOMENT LE PLUS DIFFICILE PENDANT LA RÉALISATION DU FILM ?

Il y a une séquence dans le film où 300 paysans font face à 300 policiers armés. D'un côté, des femmes, des hommes et des enfants et, de l'autre, des forces de sécurité avec des mitrailleuses AK40. Il y avait de la tension dans l'air et l'on sentait les policiers prêts à tout. Il n'est pas rare que de simples campesinos soient tués par les forces de l'ordre lors de manifestations. Une injustice de plus faite au nom de l'or !

### D'AUTRES DIFFICULTÉS ?

Tourner chez les chercheurs d'or illégaux à Madre de Dios, au Pérou, sachant que les caméras y sont indésirables. Se cacher pour faire des plans et filmer cette région dévastée, la terre massacrée, éventrée pour extraire de l'or. Un paysage détruit par l'homme, pollué au mercure, la désolation la plus complète.

### Y A-T-IL AUSSI EU DE BEAUX MOMENTS ?

Bien sûr ! L'un de mes souvenirs les plus marquants est le temps passé avec les Yanomami, au fin fond de leurs forêts du Demini, dans l'Etat du Roraima, au Brésil. Pas de téléphone. Pas de télévision. Une expérience exceptionnelle d'harmonie et de simplicité, au rythme des pulsations de la terre, en accord avec les forces de la nature. Une sorte d'Eden encore préservé, au cœur d'une forêt magnifique mais menacée par l'arrivée des garimperos, ces chercheurs d'or illégaux, et des nouveaux projets d'exploitation miniers.

### VOS PROCHAINS PROJETS DE FILM ?

La forêt amazonienne est de plus en plus menacée par la volonté d'exploiter ses ressources naturelles. Selon moi, cela signifie cependant la fin du monde. Et cela me motive vraiment à contribuer à éviter cela et à défendre les droits des peuples autochtones qui vivent là-bas. Mon prochain film abordera donc certainement ces questions importantes. Je continue à me battre.

Interview : Nicole Huwyler

>>>

### NO DIRTY GOLD!

La SPM lutte contre l'or sale avec sa campagne NO DIRTY GOLD ! Le film de Daniel Schweizer montre une partie de ce travail.

Plus d'informations sur la campagne sur [www.gfbv.ch/or](http://www.gfbv.ch/or).

